



56219

Distr: LIMITÉE
E/ECA/TCD/RMC/95-97

11 Mars 1995
Français
Original: Anglais

NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Deuxième Décennie des Nations Unies pour
les transports et les communications en Afrique
(UNTACDA II, 1991-2000)

RAPPORT DE LA 16ème REUNION DU
COMITE DE MOBILISATION DES RESSOURCES
(ADDIS ABEBA, ETHIOPIE)
8 -11 Mars 1995

A. INTRODUCTION

1. La sixième réunion du Comité de mobilisation des ressources de UNTACDA II s'est tenue du 8 au 11 mars 1995 au siège de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) à Addis Abéba, Ethiopie.
2. Ont participé à la réunion : la Banque africaine de développement (BAD), la Commission économique pour l'Afrique (CEA), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Groupe des pays de l'Afrique, du Pacifique, et des Caraïbes (ACP), l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) et la Banque mondiale. Deux organisations, à savoir , la Banque Arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) et la Communauté Européenne (EU) n'ont pas participé à la réunion.
3. Les organisations suivantes présidant les groupes de travail sous-régionaux et sous-sectoriels, ont également pris part à la réunion : l'Union postale universelle (UPU); la Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAS) et la CEA. L'organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a participé en tant qu'observateur.
4. La liste des participants figure en annexe de ce rapport.

B. OUVERTURE DE LA REUNION

5. La 16ème réunion a été ouverte par Mr. Kaningbi Z. Nyaki, de la Banque africaine de développement, qui a délivré le message de Mr. Kouassi Apetey, Président du CMR, qui n'a pas pu participer à la session d'ouverture. Après avoir souhaité la bienvenue aux participants il a souligné le fait que la 15ème réunion du Comité de mobilisation des ressources, qui s'est tenue en novembre 1994, a permis de préciser le rôle de celui-ci, qui est la promotion et l'orientation du programme de la Décennie, l'assistance et le conseil aux Etats membres dans les efforts de mobilisation des ressources pour les projets de UNTACDA II.
6. La nouvelle définition du rôle du CMR ainsi que les recommandations de l'évaluation, lui ont permis de redéfinir un cadre de travail solide, objectif et pratique pour mener ses activités pendant les cinq années restant d'ici l'an 2000. En conclusion, il a exprimé l'espoir que la prochaine évaluation du programme, prévue pour 1997, soit menée de telle manière que toutes les institutions membres du CMR, au lieu d'une seule, répondent des performances ou des contre-performances du Comité. A cet égard, la coopération entre les membres du Comité est essentielle.
7. Dans sa brève allocution suivant le discours d'ouverture de M. Nyaki, M. Bongoy, Chef de la Division des Transports, des Communications et du Tourisme de la CEA, a souligné que la seizième réunion du CMR était très importante étant donné que son travail contribuera directement aux décisions de la 10ème Conférence des Ministres africains des Transports et des Communications concernant la future

direction de UNTACDA II. Il a apprécié le discours et la suggestion contenus dans le message délivré par M. K. Z. Nyaki à propos du travail du Comité.

C. DEROULEMENT DES TRAVAUX

Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail (point 2 de l'ordre du jour)

8. L'ordre du jour suivant a été adopté par la réunion :

1. Ouverture de la réunion.
2. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail.
3. Rapports sur les activités entreprises par les membres du CMR depuis la dernière réunion.
4. Rapport de l'évaluation à mi-parcours de UNTACDA II.
5. Examen des TDR révisés du CMR.
6. Stratégie pour la mobilisation des ressources.
7. Critères révisés pour la sélection des projets.
8. Programme de travail du CMR.
9. Questions diverses.
10. Adoption du rapport et clôture de la réunion.

9. La réunion a adoptée le programme de travail suivant:

Matins: 09.00 h - 13.00 h

Après-midi: 15.00 h - 18.00 h

Rapports sur les activités entreprises par les membres du CMR depuis la dernière réunion (point 3 de l'ordre du jour)

10. Les membres du CMR et les dirigeants des groupes de travail sous-régionaux et sous-sectoriels ont présenté des rapports sur leurs activités, depuis la dernière réunion du CMR en novembre 1994. Ci-dessous figure un résumé des rapports des membres qui ont participé à la réunion.

(i) La Commission économique pour l'Afrique (CEA)

11. La CEA a informé la réunion que lors de la 15ème réunion du CMR en novembre 1994, deux tâches à court terme lui avait été assignées, à savoir, la finalisation du rapport d'évaluation à mi-parcours de UNTACDA II et la mise à jour des termes de référence du CMR (conjointement avec le PNUD). A cet égard, elle a présenté le document TRANS/RMC/95-03 contenant le rapport de ses activités.

12. A propos de l'évaluation à mi-parcours de UNTACDA II, le rapport (document TRANSCOM/951/Rev.1) a été finalisé et des copies ont été distribuées à tous les Etats membres africains, ainsi qu'aux membres du CCII et du RMC. En outre, conjointement avec la finalisation du rapport de l'évaluation à mi-parcours, la CEA a également mis à jour le rapport sur l'état d'avancement de la mise en oeuvre des projets de UNTACDA II (document TRANSCOM/943/Rev.1). Ce document contient l'information sur les 456 projets que la CEA a pu suivre à ce jour.

13. En ce qui concerne les termes de référence du CMR, le mandat original du Comité a été sérieusement examiné, en tenant compte de l'expérience de la période écoulée ainsi que des recommandations du rapport de l'évaluation. Le projet des TDR ont été distribué à tous les membres du Comité pour examen et commentaires critiques sous le point 5 de l'ordre du jour de la présente réunion.

14. Faisant état des activités entreprises depuis novembre 1994, la CEA a informé la réunion de sa participation dans les activités suivantes: la réunion de l'examen du programme de la SATCC; la réunion du Comité directeur de la SSATP; la réunion du Groupe de travail du transport urbain de UNTACDA II (à Bruxelles) et la réunion sur l'examen de l'évaluation de la SSATP (à Paris).

(ii) La Banque africaine de développement (BAD)

15. Le représentant de la BAD a informé la réunion que la Banque a mené avec succès les tâche qu'on lui avait assignées lors de la 15ème réunion du CMR, tenue à Abidjan, à savoir, la préparation d'un document sur les stratégies de mobilisation des ressources (en collaboration avec le PNUD); la préparation d'un annuaire des

institutions de financement (en collaboration avec le PNUD); et la révision des critères de sélection des projets pour UNTACDA II.

16. La Banque a pris ses tâches très au sérieux et a tenu cinq réunions interdépartementales au cours desquelles les autres départements de la Banque ont été sensibilisés et impliqués dans les activités de UNTACDA II. Ce fut un succès car contrairement au passé, tous les documents de la BAD préparés pour cette réunion, ont bénéficié des contributions de plusieurs départements. En effet, les activités de UNTACDA II étaient entreprises par un consultant et confinées à un seul département. Ces activités sont à présent entièrement internalisées, le personnel régulier affecté aux activités de la Décennie, et plusieurs départements activement engagés dans le programme.

(iii) Organisation de l'unité africaine (OUA)

17. Le représentant de l'OUA a informé la réunion que l'exécution des tâches assignées à l'organisation a été compromise à cause de l'insuffisance des ressources. Néanmoins, avec ses modestes ressources, l'OUA a participé à la Conférence des Ministres africains des transports maritimes qui a examiné la mise en oeuvre de la Déclaration de Yamoussoukro. En outre, l'OUA a entrepris la préparation du projet des termes de référence de l'étude sur la mise en place d'un mécanisme de financement d'aéronefs et d'équipements aéronautiques. L'OUA a également finalisé la Charte africaine sur le transport maritime et le Format standard en tant que cadre pour la Rédaction des Législations et Réglementations Révisées et Harmonisées des Transports Maritimes dans les Etats membres africains.

(iv) Programme des Nations Unies pour le développement

18. Le représentant du PNUD a informé la réunion que lors de la 15ème réunion du CMR, il a été, conjointement avec la CEA, assigné à réviser les termes de référence du CMR. Ce qui a été fait avec succès comme déjà rapporté par la CEA.

19. En outre, pour la préparation du rapport sur les profils des bailleurs de fonds, en collaboration avec la BAD, le PNUD a fourni les informations nécessaires à la Banque, mais ne sait pas si celles-ci sont contenues dans le rapport final.

20. Concernant le rapport sur la stratégie pour la mobilisation des ressources, le PNUD a indiqué qu'il estimait que dans la mesure où cette activité relève du long-terme, il n'a pas contribué au rapport préparé par la BAD. Le PNUD a par ailleurs exprimé l'idée qu'une activité de cette importance nécessite des réflexions de la part de tous les membres du CMR avant que des propositions concrètes ne soient faites aux prochaines réunions du CCII et du CMR.

21. La réunion a reconnu le besoin de réflexion et de formulation des stratégies efficaces ainsi que la nécessité de prendre en compte les besoins des Etats membres. Les discussions sur la stratégie de la mobilisation des ressources ont donc été reportées au point 6 de l'ordre du jour.

(v) Le groupe des Etats de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP)

22. Le représentant du Secrétariat des ACP a informé la réunion que dans le cadre de l'examen à mi-parcours de Lomé IV, le secteur des transports, notamment les transports maritimes, a fait l'objet de discussions intenses qui ont abouti à un accord avec l'Union Européenne sur les amendements à apporter au texte actuel relatif au transport maritime. Il a en outre indiqué que les négociations ACP-Union Européenne sur le deuxième protocole de Lomé IV devant aboutir incessamment, le secrétariat des ACP a déjà planifié une série de séminaires dans toutes les régions ACP, en vue de familiariser les ordonnateurs nationaux et les cadres ACP impliqués dans l'exécution des objectifs de la Convention au processus de programmation des projets nationaux et régionaux et à la procédure de mise en oeuvre de Lomé IV.

23. Il a enfin signalé que l'Assemblée paritaire ACP-Union Européenne a donné mandat à son rapporteur général, de développer lors de sa session de septembre 1995, le thème des "Infrastructures dans les Etats ACP", thème qui prendra largement en compte les objectifs de la Décennie des transports et des Communications en Afrique.

(vi) Union postale universelle (UPU)

24. Le représentant de l'UPU a informé la réunion qu'en 1992, au siège de l'UPU à Berne, Suisse, le groupe de travail sur les services postaux, a élaboré son programme de travail et a réparti les responsabilités parmi ses membres. Une réunion de suivi est programmée pour 1995.

25. En ce qui concerne les activités du Groupe de travail, ce dernier a géré cinq projets régionaux et sous-régionaux, à savoir, l'amélioration de la sécurité du courrier; une étude sur la mise en place des centres de transit régionaux et sous-régionaux; la mise en place d'un système de formation modulaire dans les écoles nationales et multinationales; une étude sur la mise en place d'une industrie régionale de fabrication du matériel de poste ainsi que des entreprises postales autonomes. Seul le projet concernant la mise en place des centres de transit régionaux et sous-régionaux, a progressé. L'étude a identifié quatre centres en Afrique : Abidjan, le Caire, Addis Abéba et Harare. Les pays concernés ont considéré ces projets comme faisant partie de leur priorité nationale et quelques uns ont commencé à les mettre en oeuvre. Dans

certain cas l'UPU a participé à la recherche de financement pour les projets. Toutefois les financements attendus du CMR n'ont été reçus pour aucun des cinq projets.

26. Il a ensuite souligné que l'UPU, en mettant en oeuvre son programme d'assistance technique pour l'Afrique, a toujours pris en considération les provisions du Traité établissant la Communauté économique africaine et son Protocole relatif aux transports et aux communications. Dans ses stratégies pour la période 1996-2000, adoptées par le congrès de l'UPU tenu à Séoul en 1994, appelée "Stratégie postale de Séoul", il a été pris compte des domaines thématiques reconnus dans le cadre du Traité et les cinq projets régionaux retenus dans le cadre de UNTACDA II.

(vii) **Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC)**

27. Le représentant de la CEEAC, organisation chef de file du Groupe de travail sous-régional de l'Afrique Centrale, a présenté le rapport d'activités du Groupe, et a informé la réunion des difficultés qu'éprouve ce dernier à obtenir des informations sur l'état d'exécution du programme de la Décennie dans les Etats Membres.

28. Il a déploré le fait que les initiatives africaines prises au niveau africain, ne rencontraient pas d'écho favorable quant à leur concrétisation sur le terrain, parce que les Etats africains considèrent certains domaines comme étant leur chasse gardée. Cela se traduit particulièrement par le manque d'enthousiasme de la part des Etats à fournir à la CEEAC les informations sur les projets de UNTACDA II présentés en 1991.

29. Il a félicité le Gabon et le Rwanda, qui ont été les seuls des dix pays membres de la CEEAC, à fournir les informations demandées. Les projets achevés et/ou en cours d'exécution au Gabon, figurent dans le rapport du Groupe de travail sous-régional. Ces projets totalisent environ 40% du coût total estimatif des projets présentés par le Gabon au programme de la Décennie. Quant au Rwanda, les projets en cours (RRT1-37-06; 07; 08; 09; 10) ainsi que les projets MMP1-37-01 et 04 représentent 39,72% du coût total estimatif des projets que ce pays a présenté à la Décennie.

30. Il a conclu en se référant aux recommandations qui figurent au paragraphe 30 du rapport du groupe de travail.

Rapport de l'évaluation à mi-parcours de UNTACDA II (point 4 de l'ordre du jour)

31. Le secrétariat de la CEA a présenté le document TRANSCOM/951/Rev.1 : UNTACDA II - Première évaluation à mi-parcours. En résumé, le secrétariat a attiré l'attention de la réunion sur le Chapitre VI du rapport, qui contient les conclusions et

les recommandations de l'évaluation. Le secrétariat a souligné que ces conclusions et recommandations reflètent les résultats de l'examen des documents par le CMR lors de sa 15ème réunion et par le CCII lors de sa 19ème réunion. Ces deux comités ont examiné le projet de ce rapport, à Abidjan en novembre 1994. La réunion a été par conséquent appelée à vérifier si toutes les contributions des réunions d'Abidjan ont été reflétées dans le document en question.

32. Le Président a par la suite suggéré que l'occasion soit donnée aux membres du CMR de faire des commentaires brefs sur le document, avant de passer à l'examen détaillé du Chapitre VI. Les résultats de ces commentaires sont les suivants :

(a) Commentaires d'ordre général

33. Il a été noté par certains membres que le rapport d'évaluation n'était pas suffisamment complet, il aurait dû traiter du futur de UNTACDA II en même temps que des trois alternatives essentielles suivantes: abandonner le programme; continuer comme par le passé; ou modifier l'approche. Après discussions, il a été conclu que l'évaluation avait recommandé que l'approche soit modifiée mais que les propositions à cet effet n'étaient pas assez spécifiques.

34. Il a été aussi souligné que le rapport sur rôle des Etats membres dans le Programme de la Décennie et les responsabilités de la CEA vis-à-vis des Etats membres était plutôt succinct et sans analyse approfondie.

35. Le PNUD a exprimé une réserve sur l'évaluation à cause du fait que le Bureau de liaison du PNUD avec la CEA n'a pas été consulté par les évaluateurs. Il a été toutefois noté que les bureaux du PNUD à Dakar, Abidjan et Libreville ont été consultés lors des missions d'évaluation dans les pays.

36. En outre, le PNUD a exprimé une autre réserve concernant la tendance du rapport à blâmer une seule agence, à savoir le PNUD, pour tous les problèmes rencontrés à ce jour dans la mise en oeuvre du programme. Il n'y a pas eu d'analyse du rôle des Etats membres et ni celle de l'attitude des partenaires au développement africain, plus particulièrement des institutions membres du CMR.

(b) Commentaires d'ordre spécifique

37. Chaque recommandation a été examinée en détail et les observations et/ou améliorations suivantes ont été faites.

Recommandation 1: Après d'intenses discussions, cette recommandation a été avalisée.

Recommandations 2-5: Non discutées.

Recommandation 6: L'existence d'une stratégie pour la mobilisation des ressources a été mise en doute.

Recommandation 7: Les discussions concernaient le mécanisme institutionnel.

Recommandations 8: La recommandation a soulevée de vives discussions. Un accent a été mis sur la nécessité d'intégrer le programme de UNTACDA II dans les programmes d'investissement prioritaires nationaux (PIPN) ainsi que sur la question de savoir à qui appartient le programme. A cet égard, il a été souligné que le programme de la Décennie a été lancé sur la demande des pays africains, ce qui en fait un programme des pays africains. Par conséquent, les Etats membres devront prendre la responsabilité d'assurer son succès. Cette recommandation est adressée aux Etats membres pour s'assurer que UNTACDA II fasse partie intégrale de leurs programmes de développement nationaux.

Recommandation 9: Les responsabilités des Etats membres doivent être renforcées en ce qui concerne leurs relations avec le RMC.

Recommandation 10: Il doit être souligné que le CMR ne peut engager les institutions membres.

Recommandation 11: Une référence devra être faite à la SSATP et sur son impact sur UNTACDA II. Le "Code de conduite" que les bailleurs de fonds ont formulé à Bruxelles, a effectivement confirmé la SSATP comme étant un organe pour leur intervention dans le secteur des transports en Afrique. Par conséquent, des recommandations spécifiques doivent être faites concernant la relation entre UNTACDA II et la SSATP étant donné le fait que la "participation active" des membres du CMR est intrinsèquement liée à cette question. A cet égard, il doit être rappelé que d'une part, des tentatives précédentes pour harmoniser la SSATP et UNTACDA II ont échouées, et d'autre part la Banque mondiale, agence chef de file de la SSATP, a sérieusement réduit sa participation dans UNTACDA II.

Recommandation 12: Il a été convenu que cette recommandation devra être plus précise, s'inspirant de la dernière partie de la conclusion du paragraphe 255. Ainsi, cette recommandation devra être lue comme suit:

"Les Groupes de travail sous-régionaux doivent être chargés de l'élaboration des programmes d'action régionaux et leur rôle doit par conséquent être soutenu par les Groupes de travail sous-sectoriels. A cet égard, tous les efforts doivent être faits par les Etats membres pour renforcer leurs institutions régionales en leur fournissant l'assistance technique nécessaire leur permettant de réellement participer dans le programme de la Décennie."

Recommandations 13-19: Non discutées.

38. Il a été convenu qu'une nouvelle recommandation sur le rôle des Gouvernements africains dans le programme de la Décennie, en particulier en ce qui concerne l'identification des projets, les Comités nationaux de coordination et le CMR. Ci-dessous le projet de recommandation à cet effet :

Recommandation 20: Les Etats membres doivent prouver qu'ils ont adopté UNTACDA II comme étant leur programme et devront éviter la duplication des programmes et priorités au niveau des bailleurs de fonds. A cet égard, les stratégies de la Décennie doivent servir de base pour l'élaboration des projets devant être inclus dans leurs programmes d'investissement prioritaires nationaux. Par conséquent, aucun projet ne sera inclu dans le programme de UNTACDA II s'il ne fait pas partie du PIPN.

39. Il a été décidé que les points de vue du CMR sur le rapport d'évaluation seront transmises au CCII pour information et action appropriée par la réunion des Experts.

Examen des Termes de Référence du CMR (point 5 de l'ordre du jour)

40. Le représentant du Secrétariat de la CEA a présenté un document sur les TDR révisés du CMR (TRANS/RMC/95-05). Il a informé la réunion que la révision des TDR a été effectuée conjointement avec le PNUD, conformément à la tâche qui leur avait été assignée lors de la 15ème réunion du CMR, en novembre 1994. Il a donné un aperçu des TDR originaux, du mandat, des fonctions du CMR ainsi que de la composition actuelle. Il a ensuite présenté le projet des TDR révisés du CMR pour examen par la réunion.

41. La réunion a discuté de la composition du CMR et a mis l'accent sur le fait que certains membres, notamment la CEE et la BADEA, n'ont pas participé activement aux réunions du CMR. La réunion a été également informée que la Banque mondiale a exprimé sa décision de se retirer du CMR. La réunion a décidé de soumettre ces cas

à l'attention de la Conférence des Ministres des transports et des communications, pour décider si oui ou non, ceux des membres du CMR qui ont été constamment absents aux réunions au cours des deux dernières années, devront continuer à faire partie des membres du CMR.

42. La réunion a examiné la question relative au manque de participation effective, pour raisons financières, des dirigeants des Groupes de travail sous-régionaux dans le CMR, et a décidé qu'à cause du rôle que ces Groupes ont à jouer dans les réunions du Comité, ceux des groupes qui peuvent continuer à participer doivent être encouragés.

43. Le projet des termes de référence a été examiné en détail. Les amendements et clarifications suivants ont été faits:

(a) combiner les paragraphes 4(iii) et 4(v) et décider que les activités promotionnelles de UNTACDA et les obligations individuelles des membres du CMR devront être clairement expliquées dans les TDR définitifs. Il a aussi été conclu que la BAD, étant le président du CMR devra promouvoir les activités du CMR lors de toutes les réunions consultatives dans lesquelles elle est membre permanent telles, les SPA, les tables rondes et les réunions consultatives. Ainsi, le paragraphe combiné devra être lu comme suit:

"à promouvoir activement le programme de la Décennie et les projets prioritaires à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique en diffusant, entre autres, l'information sur le programme de la Décennie et les projets aux différentes agences de financement et aux institutions des bailleurs de fonds. Ceci peut être fait à travers la préparation, l'organisation et la participation aux tables rondes, aux réunions des groupes consultatifs et aux conférences des bailleurs de fonds avec pour objectif de mobiliser des ressources pour les programmes sectoriels des transports et communications de l'Afrique."

(b) le paragraphe 4(vi) doit être amendé comme suit:

4(vi) "à collaborer avec et conseiller sur leur demande, les différentes agences bénéficiaires, les organisations régionales et sous-régionales, dans la promotion des programmes et projets régionaux économiquement viables de UNTACDA II."

44. Les Termes de références ainsi arrêtés figurent à l'annexe I de ce rapport.

Stratégie de mobilisation des ressources (point 6 de l'ordre du jour)

45. Le représentant de la Banque africaine de développement a présenté le document TRANS/RMC/95-06 sur les stratégies de mobilisation des ressources pour le financement des projets UNTACDA II. Le document a mis l'accent sur le besoin d'articuler les activités autour de quatre points, à savoir:

- i) l'élaboration des fiches de projets;
- ii) la promotion des projets auprès des bailleurs de fonds;
- iii) le suivi des contacts avec les bailleurs de fonds;
- iv) l'organisation des réunions régionales d'information, des réunions de formation et de sensibilisation pour la mobilisation des ressources.

46. Le Comité a reconnu le mérite de la stratégie proposée, et a porté les amendements ci-dessous au texte présenté:

- a) compléter les paragraphes 1 et 2 pour bien situer l'origine de la deuxième Décennie;
- b) insérer après le mot "organe" à la 1ère ligne du paragraphe 3, les mots suivants: "consultatif et";
- c) remplacer dans le paragraphe 6.4, le mot "organisation" par "participation aux";
- d) ajouter au point 10 "la réunion des ordonnateurs nationaux du FED".

Critères révisés pour la sélection des projets (point 7 de l'ordre du jour)

47. Le représentant de la BAD a présenté le document (TRANS/RMC/95-07) contenant des propositions pour le changement de certains objectifs globaux de UNTACDA II ainsi que des critères de sélection des projets.

48. La réunion a estimé, d'une part que la révision des objectifs de l'UNTACDA II n'avait pas été demandée, et d'autre part que la modification des critères de sélection

des projets proposée n'apportait pas de changement majeur. Par conséquent, la réunion a décidé qu'il n'y avait pas de besoin réel, à ce stade, à réviser les critères de sélection des projets.

Programme de travail du CMR (point 8 de l'ordre du jour)

49. Un représentant de la CEA a présenté le projet de programme de travail du CMR (document TRANS/RMC/95-08), en faisant remarquer qu'il découle des projets préliminaires de la CEA et de la BAD, et porte essentiellement sur le mandat révisé du CMR.

50. Suite à l'examen de la nature des activités spécifiques, de la répartition des responsabilités entre les différents membres du CMR et de l'implication financière du programme de travail, le Comité a adopté le programme de travail figurant à l'Annexe II de ce rapport.

Questions diverses (point 9 de l'ordre du jour)

51. Aucune question n'a été soulevée sous ce point.

Adoption du rapport et clôture de la réunion (point 10 de l'ordre du jour)

52. La réunion a adopté son rapport tel qu'amendé.

53. Dans son discours de clôture, M. Bongoy, Chef de la Division des Transports, des Communications et du Tourisme, a remercié tous les participants pour leur participation active et leurs contributions aux délibérations du Comité, et a mis l'accent sur le fait que l'objectif principal de la réunion était l'auto-évaluation du CMR. Il a demandé instamment qu'un message explicite des préoccupations du CMR en ce qui concerne le devenir de la Décennie, soit transmis aux Ministres à travers le CCII.

54. La réunion a été close par le Président.

**Projet des Termes de référence révisés du Comité de mobilisation
des ressources (CMR)**

1. Un Comité de mobilisation des ressources a été créé et est composé de la BAD, de l'OUA, du PNUD, de la CEE, du groupe ACP, de la BADEA, de la Banque mondiale, de la CEA et des présidents de tous les groupes sous-régionaux et sous-sectoriels de travail. La CEA devra aussi fournir les services de secrétariat au Comité.
2. Le Comité de mobilisation des ressources est avant tout chargé de la promotion efficace du programme de la Décennie. A cette fin, il s'efforcera d'élaborer des méthodes pour une mobilisation efficace des ressources pour le programme, en particulier pour évaluer périodiquement le programme de la Décennie avec les organisations sous-régionales, pour s'assurer de sa viabilité financière.
3. Lors de la phase préparatoire du programme de UNTACDA II, les tâches du CMR, entre autre, étaient:
 - (i) de conseiller l'agence chef de file et le Comité de coordination inter-institutions sur les directives pour la préparation du programme de chaque agence ou groupe d'agences, sur le suivi des activités préparatoires et sur la coordination et l'harmonisation de leurs programmes;
 - (ii) de rechercher des ressources financières et techniques pour soutenir les agences et les groupes d'agences dans la préparation de leurs programmes de la Décennie; et
 - (iii) de sensibiliser les Etats membres sur la nécessité d'accorder une priorité aux projets favorisant la réalisation des objectifs clés de la Décennie et d'inclure ces projets dans leurs programmes prioritaires.
4. Lors de la phase préparatoire la Décennie, le travail du Comité de mobilisation des ressources sera:
 - (i) de conseiller le CCII sur le contexte macro-économique qui prévaut en Afrique et les contraintes économiques qui en résultent ainsi que les besoins en développement du secteur;

- (ii) d'évaluer la viabilité financière des projets sous-régionaux et régionaux proposés pour le programme;
- (iii) de promouvoir activement le programme et les projets prioritaires à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique, notamment, de diffuser l'information sur les projets de la Décennie parmi les différentes institutions de financement;
- (iv) de conseiller les Etats membres, les OIG et les ONG sur les sources potentielles de financement pour leurs projets de UNTACDA II, sous réserve de l'intérêt des organismes de financement;
- (v) de collaborer avec les Etats et les assister sur demande dans l'organisation des tables rondes, des réunions des groupes consultatifs et des conférences des bailleurs de fonds pour mobiliser des ressources pour leurs programmes du secteur des transports et des communications;
- (vi) de collaborer et assister sur demande, les différentes agences bénéficiaires, les organisations régionales et sous-régionales, dans la recherche de financements pour les projets et programmes régionaux et sous-régionaux économiquement viables de UNTACDA II;
- (vii) d'entreprendre des évaluations régulières des efforts de mobilisation des ressources et de soumettre ses rapports et recommandations à la Conférence des ministres à travers le CCII;

PROGRAMME DE TRAVAIL DU CMR

E/ECA/TCO/RMC/95-97

Annexe II

ACTIVITES	INSTITUTIONS	PERIODE
1. Organiser des fora régionaux de transport sur des sous-programmes ou des thèmes spécifiques de UNTACDA II (un par an).	CEA/BAD	1995/96
2. Aider les pays et les OIG sur leur requête, dans la préparation de leurs réunions et tables rondes sélectionnées de bailleurs de fonds et dans la préparation des documents concernés.	BAD/PNUD (Représentations par pays)	1995/96
3. Rappels aux Etats membres pour réactiver leurs CNC ou les mettre en place là où ils n'existent pas.	CEA	3/1995
4. Demander aux Etats membres de préparer leurs profils de projets prioritaires conformément aux critères de UNTACDA II.	CEA	3/1995
5. Faire l'inventaire de toutes les réunions régionales et internationales de bailleurs de fonds et de gouvernements concernés et en informer les pays et organisations.	Tous les membres	5/1995
6. Rappels réguliers aux Etats membres sur la nécessité de mettre en place des CNC et préparer des profils de projets pour mettre en oeuvre le programme de UNTACDA II.	CEA	Continu
7. Activités de mobilisation des ressources/missions dans les pays donateurs/institutions sélectionnés pour promouvoir UNTACDA II et solliciter des fonds pour soutenir le fonctionnement du CMR et des Groupes de travail sous-sectoriels (deux par an). Assurer le suivi des propositions soumises par les pays/OIG et agences	BAD/CEA/ ACP	1995/96
8. Préparer et diffuser les informations sur les politiques et stratégies de mobilisation des ressources nationales et leur allocation.	BAD	1995
9. Organiser des ateliers/séminaires sous-régionaux pour diffuser l'information ci-dessus citée en utilisant des études de cas issues des sous-régions.	CEA/ACP	1995/96
10. Finaliser le catalogue des politiques des bailleurs de fonds, leurs centres d'intérêt, leurs procédures etc. pour une large distribution.	BAD	1995
11. Finaliser le document sur la mobilisation des ressources. Il devra contenir trois parties: ressources pour le soutien du mécanisme de UNTACDA II; "marketing" de UNTACDA II; et projets d'investissement.	ACP/BAD	1995
12. Faire une évaluation des activités de mobilisation des ressources pour l'année en cours.	BAD/CEA	

LISTE DES PARTICIPANTS

AFRICAN DEVELOPMENT BANK (ADB/BAD)

Mr. Kouassi Apetey, Director, Infrastructure and Industries Dept., ADB, Fax No. (225) 20 49 86, Abidjan, Côte d'Ivoire

Mr. Nyaki Zangbula Kaningbi, Transport Expert, ADB, 01B.P.V316, Abidjan, Côte d'Ivoire

UNIVERSAL POSTAL UNION (UPU)

Mr. Kiagaraba Richard, Administrator, Weltpostrasse, 4, 3000 Bern, Switzerland

ECONOMIC COMMUNITY OF CENTRAL AFRICAN STATES (ECCAS)

Mr. Niyomugabo Theodore, Directeur TCT, B.P. 2112, Fax No. c/o UNDP (241) 74 34 99, Tlx 5780 GO, Libreville, Gabon

ORGANIZATION OF AFRICAN UNITY (OAU/OUA)

Mr. Koram Ata, Transport and Communications Division, OAU, P.O.Box 3243, Addis Ababa, Ethiopia

UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME (UNDP/PNUD)

Mr. Jerome Ahouanmenou, Representative to OAU and Chief Liaison Office with ECA, Addis Ababa, Ethiopia

Ms. Mary T. Baldeh, Deputy Representative to OAU and Liaison Office with ECA

Mr. Tameswigre Galeb, Addis Ababa, Ethiopia

Mrs. Meskerem Sheferaw, Economist/Consultant, Addis Ababa, Ethiopia

AFRICAN, CARIBBEAN AND PACIFIC GROUP OF STATES (ACP)

Mr. Conde Sekou, Expert Transport/Communications, 451 Av. Georges Henri 1200, Brussels, Belgium, Fax No. 735 5573 or 732 2181

WORLD BANK

Ms. A. Sena Gabianu, P.O.Box 4415, Addis Ababa, Ethiopia

INTERNATIONAL CIVIL AVIATION ORGANIZATION (ICAO)

Mr. Sandhawalla; Project Coordinator, Addis Ababa

ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA (ECA) SECRETARIAT

Mr. M. Bongoy, Chief, Transport, Communications and Tourism Division, P.O.Box 3001, Teel. 251 1 51 65 51, Fax: 251 1 510391, Addis Ababa, Ethiopia

Mr. R. Okello, Chief Communications Unit, TCTD, Addis Ababa, Ethiopia

Mr. D. Ngangmuta, EAO, TCTD, Addis Ababa, Ethiopia

Mr. H. Koumare, EAO, TCTD, Addis Ababa, Ethiopia

Mr. A. Tchibozo, EAO, TCTD, Addis Ababa, Ethiopia

Mr. P. Were, EAO, TCTD, Addis Ababa, Ethiopia

Mr. M.E.Dhliwayo, EAO, TCTD, Addis Ababa, Ethiopia

Mr. D. Diarra, EAO, TCTD, Addis Ababa, Ethiopia

Mr. C. Miraruro, EAO, TCTD, Addis Ababa, Ethiopia

Mr. F. Sako, EAO, TCTD, Addis Ababa, Ethiopia

Mr. J. Rajohnson, EAO, TCTD, Addis Ababa, Ethiopia